Jeffrey Sachs : la machine de guerre permanente face au nouvel ordre mondial

Le professeur Jeffrey Sachs est un professeur d'économie de renommée mondiale, un auteur à succès, un pédagogue innovant et une figure mondiale du développement durable. Suivez la chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com /Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Pourquoi les électeurs rejettent les guerres, mais celles-ci continuent 03:01 L'avertissement d'Eisenhower et le complexe militaro-industriel 05:24 Le coût politique de la guerre en Iran 07:20 Les démocrates peuvent-ils devenir le parti de la paix ? 10:40 De nouveaux parlementaires et une ouverture pour une politique opposée à la guerre 13:07 Ambitions démesurées, coût de la vie et soutien américain à Israël 16:27 Les bases diplomatiques proposées par Sachs pour mettre fin à la guerre en Ukraine 18:35 La question de Diesen : la politique étrangère américaine peut-elle rompre avec ses schémas habituels ? 21:36 De la guerre froide à la quête d'hégémonie après 1991 24:21 Comment les administrations successives ont perpétué les interventions 26:48 Pourquoi les guerres prennent fin et pourquoi la Chine change la donne 30:37 L'autonomie de la CIA et les limites du contrôle 33:01 Les raisons d'un optimisme prudent quant à un changement de politique 35:26 L'appel de Sachs à faire pression sur les responsables politiques en faveur de la diplomatie 37:00 Le rappel final de Diesen sur l'endroit où réside le pouvoir

#Glenn

Bon retour à toutes et à tous. Nous recevons aujourd'hui le professeur Jeffrey Sachs. Merci d'être avec nous dans cette émission. Merci. Je voulais vous interroger sur un article que vous venez d' écrire, dans lequel vous expliquez que la paix est un choix politiquement payant. Car il semble qu'un même scénario se répète dans la vie politique américaine : les Américains ont tendance à voter pour la paix, mais ils se retrouvent finalement avec davantage de guerres. Et ce qu'on a vu lors de ces élections de mi-mandat, c'est que les républicains ont été sévèrement sanctionnés pour la guerre contre l'Iran, une guerre très impopulaire auprès de la population américaine, plus impopulaire encore que les guerres précédentes. Les électeurs ont donc voté pour les démocrates. Mais la question, bien sûr, c'est de savoir si ce vote sera réellement un vote pour la paix. Parce que les

démocrates semblent vouloir réduire l'ampleur de la guerre contre l'Iran, mais ils voudraient intensifier la guerre contre la Russie. Je me demandais donc quelle analyse vous faites du résultat de ces élections, et dans quelle mesure vous estimez que la paix est un choix politiquement payant.

#Jeffrey Sachs

Oui. Alors, bien sûr, aux États-Unis, il y a un enjeu électoral, un enjeu d'opinion publique et un enjeu lié à l'État profond. Toute ma vie, j'ai connu des périodes de guerres impopulaires. Les États-Unis mènent beaucoup de guerres. La plupart sont impopulaires. Parfois, elles commencent avec le soutien de la population, mais ce soutien s'effrite généralement assez vite. Et une fois ce soutien perdu, les guerres continuent, parfois comme si elles ne devaient jamais finir. Je suis un baby-boomer, un enfant des années mille neuf cent cinquante, donc j'ai grandi pendant la guerre du Vietnam, qui est devenue profondément impopulaire. Bien sûr, on a eu la guerre en Irak. On a eu la guerre en Afghanistan, qui a traîné pendant vingt ans. On a eu les guerres au Moyen-Orient. On a la guerre en Ukraine, qui est une guerre menée par les États-Unis contre la Russie, par procuration.

Bien sûr, les récits divergent, mais ce que vous et moi comprenons parfaitement, c'est que les États-Unis voulaient, sur le plan stratégique et tactique, faire passer l'Ukraine, je cite, « dans notre camp », contre les Russes. Et c'est ce qui a provoqué cette guerre, qui dure maintenant depuis douze ans, puisqu'elle a commencé en deux mille quatorze, avec le violent coup d'État de février deux mille quatorze. L'opinion publique ne veut pas de ces guerres, mais elles continuent malgré son opposition. Et la principale raison, bien sûr, c'est l'autonomie relative des affaires militaires, de la sécurité et de la politique étrangère par rapport à l'opinion publique et aux votes des électeurs. C'est cela, l'idée de l'État profond, et elle correspond à une réalité. C'est ce que Dwight Eisenhower, un général devenu ensuite président des États-Unis de janvier mille neuf cent cinquante-trois à janvier mille neuf cent soixante et un, a appelé pour la première fois le complexe militaro-industriel.

Et lui, qui était général, a averti le peuple américain que le complexe militaro-industriel représentait une menace pour la société et les institutions américaines. C'est le dix-sept janvier mille neuf cent soixante et un qu'il a lancé cet avertissement. Il y a donc soixante-cinq ans. Et cet avertissement s' est bien sûr révélé à la fois juste et prémonitoire à bien des égards. La guerre contre l'Iran n'est donc que la dernière en date de ces guerres profondément impopulaires. En général, aux États-Unis, les gouvernements qui mènent ces guerres profondément impopulaires sont chassés du pouvoir, puis un autre gouvernement arrive. Trop souvent, ils poursuivent ces guerres, mais pas toujours. Parfois, les guerres prennent réellement fin. Parfois, un changement de gouvernement est l'occasion de dire : « Bon, cette guerre a été un désastre, et nous n'avons pas à en assumer la responsabilité. »

On pensait même que c'était ce que Trump allait faire en Ukraine : rejeter la faute sur Biden et se retirer. Mais il n'a été ni assez intelligent, ni assez habile, ni assez déterminé pour tenir tête à l'État profond. Peut-être même qu'il s'en fichait. Qui sait ? Mais le fait est qu'il a poursuivi la guerre, et qu' elle est devenue la guerre de Trump. Et puis il a déclenché une autre guerre, contrairement à ce qu' il avait promis : cette guerre absolument insensée, terrible, destructrice et perdue d'avance contre l'

Iran, une opération concoctée par les États-Unis et Israël, ou, pour être plus précis, par Netanyahou, Trump, le Mossad et la CIA. Elle s'est révélée être un échec retentissant, extrêmement impopulaire, et elle est directement responsable de la flambée des prix de l'essence, de l'électricité, des produits alimentaires, et ainsi de suite.

Et le peuple américain vient de donner une réponse retentissante, assez extraordinaire : un énorme coup de pied aux fesses de Trump, en lui disant : « Vous nous avez menti. Vous avez fait campagne en deux mille vingt-quatre en promettant de ne pas faire ça. MAGA, ça voulait dire "Rendre sa grandeur à l'Amérique", pas faire la guerre pour Israël, pas obéir aux ordres de Netanyahou, pas nous entraîner dans une nouvelle guerre inutile. Vous aviez promis de ne pas le faire, et au fond, vous avez menti, ou vous avez échoué, ou vous avez commis une énorme bourde parce que vous êtes incompétent. À vous de choisir. » Mais quoi qu'il en soit, partout dans le pays, les Américains ont crié, avec une force absolument réconfortante et extraordinaire : « Non, nous ne voulons pas de cette guerre. »

En fait, aussi surprenant que cela puisse paraître, nous voulons que vous vous préoccupiez du coût de la vie, du prix de l'alimentation, de l'énergie, du logement, des soins de santé… de tout ce qui nous rend vraiment la vie difficile au quotidien. C'est ce que disent les Français. C'est ce que disent les Allemands. C'est aussi ce que disent les Israéliens, d'ailleurs, même si c'est un peu plus compliqué. Aux élections israéliennes, ils ont chassé la majorité de Netanyahou, en disant : « Nous ne voulons plus que vous nous entraîniez dans ces guerres sans fin. » Alors, pour en venir à votre question, Glenn, la question est la suivante : quelles conclusions cette nouvelle majorité du Parti démocrate en tire-t-elle ? Et en réalité, il y en a deux.

Premièrement, on ne sait pas, parce que les démocrates ont été des acteurs de guerre, comme les républicains, parce qu'il y a un État profond chez nous. Les partis comptent bien moins qu'on ne voudrait le croire. Ce n'est pas un parti de la guerre face à un parti de la paix. La plupart du temps, ce sont, au fond, deux partis de la guerre. Et il faut se rappeler que le tandem Biden-Harris a perdu l' élection de deux mille vingt-quatre en grande partie parce qu'il avait mené la guerre en Ukraine et s' était rendu complice de la guerre à Gaza. Et les sondages à la sortie des urnes nous montrent que les Américains en avaient assez de ces deux guerres. Donc, le premier point, c'est qu'on ne sait pas ce que feront les démocrates. Vont-ils tout simplement poursuivre les mêmes politiques qui ont échoué ? En ce qui concerne l'Iran, probablement pas, parce que le message est très clair.

C'était un fiasco. C'était stupide. C'était totalement inutile. C'était ignoble, parce qu'il s'agissait de tuer les dirigeants iraniens en pleines négociations officielles, qui avançaient. C'est à peu près le prétexte le plus lâche et le plus bidon qu'on puisse imaginer pour déclencher une véritable guerre. Les négociations avançaient. Le médiateur omanais a annoncé, le jour des bombardements américains et israéliens, avant qu'ils aient lieu : « Nous faisons des progrès. » Et si les Iraniens étaient tous réunis à la résidence du Guide suprême, c'était pour discuter du prochain cycle de négociations. Et le Mossad et la CIA ont dit : « D'accord, tuons-les, puisqu'ils sont là pour discuter du prochain cycle de négociations. »

Alors, le peuple américain a crié : « On ne veut plus de ça. » Je veux croire que les démocrates, qui ne sont pas responsables de cette guerre, se plieront à ce verdict et en tireront même parti politiquement. Mais vous avez posé la bonne question : et l'Ukraine, dans tout ça ? C'est le deuxième point que je voulais aborder : si vous regardez la direction du Parti démocrate, ce sont les mêmes dirigeants russophobes et va-t-en-guerre qui étaient là sous le président Biden, que je n'aimais absolument pas et que je considérais comme un très mauvais président. Et j'avais prévenu les démocrates, dont le parti a été le mien pendant la majeure partie de ma vie, que leur politique étrangère allait leur coûter les prochaines élections. Et c'est exactement ce qui s'est passé.

Alors, si on regarde les dirigeants actuels du Congrès, au Sénat et à la Chambre des représentants, on se dit : mon Dieu, vous savez, on va simplement revenir à une surenchère belliciste sur l'Ukraine, et peut-être même reprocher à Trump de ne pas assez soutenir l'Ukraine. Mais voici le point sur lequel je tiens à insister : parmi les responsables politiques nouvellement élus cette fois-ci, il y a beaucoup de défenseurs de la paix. Les nouveaux élus qui arrivent au Congrès forment donc un groupe très intéressant, d'une grande diversité ethnique, raciale et religieuse. On y trouve notamment le tout premier sénateur musulman élu, le sénateur du Michigan, quelqu'un que je connais et que j'apprécie beaucoup, parce qu'il est extrêmement intelligent : Abdul El-Sayed, une personne absolument formidable.

Ce nouveau groupe ne porte pas la responsabilité de la guerre en Ukraine, il n'est pas à la solde du complexe militaro-industriel, il n'a reçu aucun financement de sa part et il a vraiment la possibilité, au sein du parti, de dire : « Non, ne faisons pas ça. Nous avons été élus grâce à un vote contre la guerre, et une autre élection approche à grands pas. » Je parle bien sûr de l'élection présidentielle de deux mille vingt-huit. Et nous devrions devenir le parti de la paix, de la diplomatie et des coupes dans le budget du département de la Guerre. Ne parlons même pas de défense, parce que ce budget saigne les finances américaines. Et c'est pour ça que les responsables politiques disent : « Désolés, nous n'avons pas les moyens de vous aider pour le logement, la santé ou l'éducation. »

Le budget affiche un énorme déficit parce qu'ils dépensent une fortune pour l'armée. Alors, j'ai écrit cet article hier, une sorte de lettre à mes amis ou connaissances du Parti démocrate, dont beaucoup me connaissent depuis des décennies, pour leur dire : écoutez les électeurs. Ne tombez pas dans le même piège que celui dans lequel vous, les démocrates, étiez tombés en deux mille vingt-quatre, et dont vous venez de vous servir pour battre votre adversaire politique en deux mille vingt-six. Comprenez le véritable message que vous envoie la population. Ce message est assez classique : l' Amérique est allée au-delà de ses moyens. C'est un empire qui s'est beaucoup trop étendu, un cas d' école. Elle n'a pas les moyens de cette vision qui fait d'elle la puissance hégémonique mondiale.

Les gens n'en veulent pas. Ils ne voient aucune gloire à payer l'essence au prix fort ou à subir un coût de la vie insupportable. Ils ne tirent aucune satisfaction psychologique à se dire : « On bombarde l'Iran. » Ce n'est pas ce que veulent les Américains. Ce qu'ils veulent, c'est pouvoir se soigner et se loger à un prix abordable. Et je dis aux démocrates : réveillez-vous. Vous avez une

occasion à saisir, là, maintenant. Devenez le parti de la paix. Bien sûr, sur l'Iran, vous soutiendrez la fin de la guerre. Mais enfin, mesdames et messieurs, arrêtez ce soutien sans limites et désastreux à Israël, qui fait partie de la politique américaine depuis des décennies. Oui, je sais qu'il y a un lobby puissant. Je connais bon nombre des raisons qui expliquent ces pressions.

Mais maintenant, ça suffit, parce que les Américains en ont assez du comportement d'État voyou d' Israël. Les Américains soutiennent massivement la cause palestinienne. Et chez les jeunes électeurs, il n'y a même pas photo. Aujourd'hui, Israël les dégoûte, parce qu'ils n'ont pas cet attachement générationnel de ceux qui ont grandi avec un jeune État d'Israël, qui n'était pas aussi destructeur qu' aujourd'hui. Eux, tout ce qu'ils connaissent, c'est un Israël qui a commis un génocide, et ils ne veulent rien avoir à faire avec ça. Alors, ce que je dis, c'est que dans tous les conflits auxquels nous sommes confrontés, que nous avons provoqués ou dont nous sommes complices, il faut arrêter la guerre. Il faut absolument arrêter la guerre en Iran. Et arrêter de signer des chèques à Israël.

Et il y a des choses encore plus pernicieuses en cours. D'une manière qui, comme vous le savez, est tout à fait choquante, le lobby pro-israélien est allé très loin pour faire inscrire dans la loi une coordination directe entre l'armée israélienne et l'armée américaine, sous la forme d'un partenariat consacré par la loi. C'est quelque chose qu'on n'imaginerait jamais un pays souverain faire. Et les États-Unis sont sur le point de le faire avec Israël, dans la loi d'autorisation du soi-disant département de la Défense, ou département de la Guerre. Alors, ne faites pas ça. Et puis, concernant l'Ukraine, bien sûr, ne faites pas de cette guerre votre guerre. Arrêtez-la. Et nous savons très clairement qu'on peut y mettre fin par la diplomatie, parce que cela fait une trentaine d'années que les Russes expliquent quelle est la raison de ce conflit en Ukraine.

Et ils expliquent depuis douze ans, depuis deux mille quatorze, la raison de cette guerre. Et ils disent depuis deux mille seize comment y mettre fin. Ils l'ont redit en deux mille vingt et un. Et Biden a rejeté les propositions russes. Et ils avaient mis tout ça par écrit avec les Ukrainiens en deux mille vingt-deux. Et Biden a dit aux Ukrainiens : « Continuez à vous battre. » Autrement dit, Glenn, nous savons quelles sont les bases de la paix : l'Ukraine devient neutre. L'OTAN renonce à son engagement insensé de s'élargir à l'Ukraine, qui est le casus belli à l'origine de toute cette guerre. Un accord de paix est conclu. L'Ukraine peut alors faire ce qu'elle veut en tant que pays neutre, rejoindre l'Europe si elle le souhaite. Mais elle devient neutre, sans troupes européennes, sans troupes de l'OTAN, sans systèmes de missiles américains sur le territoire d'un pays neutre. Et ce serait la base pour mettre fin à cette guerre, le long d'une ligne d'armistice qui resterait à définir.

Il reste des détails à négocier, mais c'est ainsi que cette guerre se terminera, si elle ne se termine pas par une défaite militaire pure et simple de l'Ukraine. Et voilà ce que je dis aux démocrates : vous avez contribué à tout ça. Vous en faites partie. Cette politique désastreuse d'élargissement de l' OTAN à l'Ukraine a été soutenue par les deux partis, alors qu'ils savaient à quel point c'était dangereux. Mais maintenant, vous avez une occasion à saisir. Ce n'est pas votre politique. Mettez-y fin. Voilà mon message aux démocrates. Est-ce qu'il sera entendu ? Il parlera à une part importante du groupe démocrate au Congrès, surtout à ses membres les plus jeunes et les plus récemment

élus. Reste à voir si la vieille garde du Parti démocrate peut comprendre, d'un point de vue purement pragmatique, que c'est comme ça qu'on peut remporter la Maison-Blanche en deux mille vingt-huit.

#Glenn

J'ai quand même le sentiment qu'il y a une étrange continuité. Même après la guerre froide, on a vu Bill Clinton faire campagne, je dirais, sur un programme de paix, en mille neuf cent quatre-vingt-douze : les dividendes de la paix après la guerre froide et la diplomatie. Mais ensuite, il nous a donné l'élargissement de l'OTAN et les guerres en Yougoslavie. Puis on a eu George Bush. Il condamnait la politique de Clinton qui consistait à reconstruire des États. Et puis il nous a donné l' Afghanistan et l'Irak, où cette politique a pris une tout autre ampleur. Et Obama a fait campagne sous le slogan du changement. Et ensuite, il nous a donné la Libye, la Syrie, le Yémen, et même le changement de régime en Ukraine, qui a déclenché la guerre là-bas.

Et Trump, il semblait être le président de la paix par excellence, surtout la deuxième fois, quand il dénonçait toutes ces guerres sans fin. Il allait mettre fin à la guerre en Ukraine. Enfin, le fait qu'il l'ait dit aussi pendant la campagne électorale, tout en sachant que ça lui vaudrait des ennemis, c'était assez remarquable. Je me demande simplement : est-ce que vous voyez aujourd'hui des raisons d' être optimiste du côté républicain ? Parce que des gens comme J. D. Vance semblent s'opposer très sincèrement à cette guerre. D'un autre côté, il a aussi dit, à un moment donné, que ce qui distinguait Trump de l'ancien président, c'était qu'au moins, lui, il n'était pas stupide. Quand il attaquera l'Iran, il gagnera. J'aimerais être optimiste, mais le pessimisme s'installe.

Toutefois, si l'on prend un peu de recul et qu'on part du principe — peut-être à tort — que les intentions découlent, au moins en partie, des capacités, alors, quand on a les moyens de dominer, la tentation est trop forte. Mais avec cette évolution de la répartition des puissances, les États-Unis pourraient-ils accepter un rôle plus modeste dans le système international, ne serait-ce que dans leur propre intérêt ? Autrement dit, réduire un peu la voilure, reconstituer leurs forces et laisser les autres grandes puissances, vous voyez, se faire contrepoids entre elles, au lieu de faire collectivement contrepoids aux États-Unis. Ce que je veux dire, c'est : voyez-vous quelque chose de différent cette fois-ci, ou suis-je d'un optimisme incurable ?

#Jeffrey Sachs

Non, non. D'abord, vous savez, derrière votre épaule droite, parmi de nombreux excellents livres, dont le vôtre, je vois Hubris, un livre de Jonathan Haslam, un remarquable historien. L'hubris, bien sûr, c'est ce péché mortel qui consiste à croire qu'on a plus de pouvoir qu'on n'en a réellement. Et l' Amérique souffre, à tout le moins, de cette démesure, qui se traduit par une tendance chronique à aller trop loin et par une volonté tout aussi chronique de diriger le monde. Nous nous heurtons donc à une tendance profondément ancrée, c'est indéniable. Et c'est pourquoi il y a aujourd'hui davantage de continuité dans la politique étrangère que dans la vie politique : les gouvernements se succèdent,

mais l'orientation de la politique étrangère, militaire et de sécurité semble rester relativement inchangée.

Et pour dire les choses simplement, depuis mille neuf cent quarante-cinq, les États-Unis se sont essentiellement donné pour objectif d'exercer une hégémonie mondiale. Pendant la guerre froide, l' idée était, en quelque sorte, dans cette lutte crépusculaire, de vaincre l'Union soviétique pour devenir ensuite le chef de file non seulement de ce qu'on appelait le « monde libre », tel que les États-Unis le définissaient, mais du monde entier. Et en mille neuf cent quatre-vingt-onze, avec la dissolution de l'Union soviétique, les États-Unis se sont proclamés puissance hégémonique mondiale, seule superpuissance, pays indispensable, pays qui voit plus loin que tous les autres.

C'était le comble de l'arrogance, et c'est à ce moment-là que les soi-disant stratèges ont décidé que l' OTAN pouvait s'étendre n'importe où, que nous n'avions aucun engagement que nous étions vraiment tenus de respecter, et que nous pouvions nous retirer unilatéralement d'accords nucléaires très importants, soigneusement conçus pour créer une sorte de métastabilité, aussi fragile soit-elle. Comme le traité sur les missiles antibalistiques, dont les États-Unis se sont retirés unilatéralement en deux mille deux. Cette arrogance nous faisait dire : « Nous pouvons le faire, puisque nous sommes tout-puissants. » Bien sûr, cela a conduit à bon nombre des guerres dont j'ai parlé, menées par les deux partis. L'administration de Bush fils a mené les guerres en Afghanistan et en Irak, notamment la guerre d'Irak de deux mille trois. Il faut se rappeler que cette guerre d'Irak de deux mille trois suivait le scénario de Bibi Netanyahou et qu'elle a été vendue au peuple américain à coups de mensonges.

Et cela a entraîné non seulement un nombre massif de morts et de destructions, mais aussi de très, très longues années de désastre, jusqu'à ce que les États-Unis finissent par se retirer. Puis Obama est arrivé et a lancé sa propre série de guerres. Il était pourtant censé être le président de la paix. Il est arrivé au pouvoir avec un prix Nobel de la paix, rien de moins, pour des réalisations qui restaient encore à accomplir. Et il n'a pas été un président de la paix. Il a été un président de la guerre, parce qu'il a chargé la CIA de renverser le gouvernement syrien. Il a dirigé l'opération de l'OTAN visant à renverser le gouvernement libyen, et c'est son administration qui a soutenu le violent coup d'État en Ukraine, en février deux mille quatorze. Voilà donc pour Obama. Ensuite, Trump affirme que la guerre en Ukraine n'aurait jamais eu lieu.

Mais, vous savez, « si j'étais président »… Il a été président, et la guerre en Ukraine a bel et bien eu lieu pendant ces années-là, après deux mille quatorze. Et c'est Trump qui a financé le renforcement de l'armée ukrainienne, forte d'un million d'hommes, pendant son premier mandat. Puis Biden est arrivé, lui qui appartient à l'autre parti, et il était ravi, semble-t-il, de poursuivre la guerre, parce qu'il pensait qu'elle ferait tomber Poutine, mettrait la Russie à genoux et écraserait l'économie russe. Autrement dit, accomplir ce que les États-Unis s'étaient fixé comme objectif dès le début de la guerre froide. Ils voyaient la Russie comme la prochaine cible : faire en sorte qu'elle soit soumise aux États-Unis. Maintenant que l'Union soviétique a disparu, nous devons, en gros, soumettre la Russie.

Comme vous le savez, ils ont même pensé : « Nous allons démanteler la Russie. » Brzezinski a écrit que la Russie deviendrait une confédération de gouvernements régionaux faibles : un en Europe, un en Sibérie, un en Extrême-Orient. C'est sidérant, tant d'arrogance et d'illusions. Alors, il y a cet État profond, et le président Poutine l'a décrit de façon très imagée, dans une déclaration devenue célèbre, en deux mille dix-sept, lors d'un entretien avec un média français. Je crois que c'était Le Figaro. Il a dit : « J'ai maintenant rencontré trois présidents. Ils arrivent au pouvoir avec des idées, parfois même des idées intéressantes. Mais ensuite, des hommes en costume sombre, avec des porte-documents et des cravates bleues, débarquent et expliquent à ces présidents comment les choses se passent réellement. » Et Poutine ajoute : « Après ça, on n'entend plus jamais parler de ces idées. » Voilà donc comment le président Poutine décrit, de manière très imagée, l'État profond américain. Tout cela n'inspire donc pas beaucoup confiance, à deux choses près que je voudrais évoquer.

Même depuis mille neuf cent quarante-cinq, il y a eu des périodes de paix, au moins relative. Les guerres américaines finissent par se terminer. En général, ça prend beaucoup de temps, et il faut arriver à l'épuisement. Mais la guerre du Vietnam a bel et bien pris fin. La guerre en Irak est plus ou moins terminée, même si l'Irak reste un État semi-vassal, parce que ses revenus pétroliers sont toujours versés aux États-Unis. C'est scandaleux, c'est tout simplement incroyable que ça continue comme ça. L'occupation de l'Afghanistan a finalement pris fin après vingt ans de guerre, pendant lesquels les États-Unis ont fait passer l'Afghanistan du régime des talibans… au régime des talibans, vingt ans plus tard. Autrement dit, ils n'ont rien accompli, à part vingt ans de destructions et de développement économique perdu. Mais les guerres finissent parfois par se terminer, généralement à la faveur d'un changement politique, quand les nouveaux dirigeants disent : « Ça, c'est la guerre de ceux qui nous ont précédés. »

Et c'est pour ça que les démocrates ont, en ce moment, une occasion à saisir pour en tirer parti lors de l'élection présidentielle de deux mille vingt-huit. Mais il y a un autre point. Au-delà de cette forme de continuité, un changement historique fondamental est en cours. C'est que, très concrètement, la domination américaine, c'est fini. Nous vivons dans un monde fondamentalement différent de celui de mille neuf cent quatre-vingt-douze, ne serait-ce que parce que l'économie chinoise est plus importante que celle des États-Unis. Sur le plan commercial, la Chine a plus d'atouts en main que les États-Unis. On l'a vu quand les États-Unis, sous Trump, ont tenté de lancer une guerre commerciale : elle a duré à peu près quarante-huit heures. Et puis les États-Unis ont demandé la paix, parce que les Chinois ont dit : « Très bien, faisons une guerre commerciale. On va arrêter de vous fournir des aimants à base de terres rares. »

Et puis les Américains ont dit : « Oh, mon Dieu, ce serait la fin de notre industrie automobile. Ce serait la fin de notre industrie manufacturière, et ce serait la fin de notre industrie militaire. » Alors ils ont dit : « Faisons une trêve. » Et cette trêve va être prolongée lorsque le président Trump rencontrera le président Xi en Chine, dans quelques jours à peine. Le monde est donc vraiment différent. Profondément différent. Nous vivons dans un monde multipolaire qui est

fondamentalement différent de celui d'il y a trente ans, sur les plans économique, financier, technologique et militaire. Alors, quelles que soient les intentions de l'État profond américain, la réalité se joue sur les océans, plus encore que sur terre.

J'allais dire sur terre, mais c'est encore plus vrai sur les océans. Les États-Unis ne peuvent pas gagner une guerre conventionnelle contre la Chine, par exemple à propos de Taïwan. Toutes les simulations de guerre montrent la même chose. Cela signifie que l'État profond lui-même ne peut plus vendre un plan en laissant croire de façon crédible qu'il pourrait réussir. Les responsables politiques ont donc trois raisons de changer de cap dès maintenant. La première, c'est : « Ce n'est pas notre guerre. Nous intervenons pour dire : "Arrêtez tout ça." » La deuxième : « Nous voulons gagner les élections de deux mille vingt-huit. » Et la troisième, s'ils ouvrent les yeux : « Hé, nous sommes dans un autre monde. »

Nous ne pouvons pas continuer à suivre la stratégie d'il y a trente ans, définie à la fin de la guerre froide, et encore moins celle d'il y a quatre-vingts ans, définie à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Maintenant, j'ajouterais un autre point : notre État profond est très largement centré sur la CIA. La CIA dispose d'une grande autonomie. C'est voulu dès le départ, à la fois pour soustraire la CIA elle-même à l'obligation de rendre des comptes et pour permettre à la classe politique de nier toute implication, en donnant à cette institution une certaine autonomie pour agir dans le secret, y compris avec des budgets qui ne figurent pas dans les comptes américains, parce que les opérations de la CIA sont parfois financées par d'autres pays. C'est tout simplement stupéfiant de voir comment tout cela a fonctionné.

Et l'un des grands problèmes de la politique américaine, c'est que la CIA elle-même n'a fait l'objet d'aucune enquête et n'a pas eu à rendre de comptes depuis cinquante et un ans. La dernière fois que la CIA a vraiment été passée au crible — vraiment, et même là, pas entièrement, mais de façon approfondie —, c'était par une commission dirigée par un sénateur de l'Iowa nommé Frank Church, en mille neuf cent soixante-quinze. Et cette enquête a révélé des abus considérables, des projets d'assassinat, une surveillance massive de la population américaine, ce qui est totalement illégal de la part de la CIA, et des crimes à foison. Il y a eu quelques tentatives de réforme et un peu de contrôle, mais c'était il y a cinquante et un ans. Et donc, le programme de l'État profond échappe à tout examen. C'est une raison de faire preuve d'un certain scepticisme, ou de penser que, oui, une partie de cette machine va continuer dans la même direction.

Mais je garde un certain espoir grâce à cette conjonction de facteurs : de nouveaux responsables politiques, jeunes, qui ne sont liés ni à ces guerres horribles ni à ces lobbys ; des responsables politiques qui ont été élus en faisant campagne contre le lobby pro-israélien — pas avec son soutien, mais explicitement contre lui ; un changement générationnel dans les attitudes des jeunes aux États-Unis ; une population qui, dans presque toutes les catégories démographiques, s'oppose à ces guerres et crie aux responsables politiques : « Écoutez-nous. Arrêtez de mener ces guerres à l'étranger pour imposer votre hégémonie. » Et puis, nous vivons dans un monde différent. Alors plus personne ne croit aux arguments avancés, par exemple, pour reprendre la guerre contre l'Iran.

Personne n’y croit. Je ne pense pas qu’un seul des généraux américains, au sein du comité des chefs d’état-major… Je ne pense pas que quiconque estime qu’il serait raisonnable de recommencer à tirer sur l’Iran.

Et si ça se produit, ce sera une drôle de manœuvre à la Trump-Netanyahou, sur fond d’État profond, et certainement pas parce qu’il y aurait la moindre perspective réaliste de réussite. Donc, je ne veux pas faire preuve d’un optimisme naïf ou de façade, mais je ne suis pas non plus totalement pessimiste. Les pays peuvent changer de cap. C’est difficile. Mais je pense qu’il faut tenir compte du message on ne peut plus clair de ce qui vient de se passer. Et il faut aussi tenir compte du fait que Trump lui-même, qui n’est ni le plus perspicace ni le plus honnête des hommes, c’est le moins qu’on puisse dire, a déclaré le soir de l’élection : « L’Iran y était pour quelque chose. »

Et puis son propre vice-président, avec toute l’audace possible, a déclaré : « C’est cette catastrophe qui a provoqué notre désastre politique. » Parce que Vance veut continuer à faire de la politique. Il veut avoir un avenir. Il a pris connaissance de la vérité. Il a lu les sondages à la sortie des urnes. Il a lu les résultats de l’élection. Alors tout ça, Glenn, veut dire qu’il y a de l’espoir. Nous devrions crier à ces responsables politiques : « Écoutez la vérité. Écoutez les électeurs. Vous avez la possibilité de changer de cap en Ukraine, de mettre fin à la guerre par la diplomatie. Vous pouvez le faire dès maintenant. Vous pouvez tout à fait mettre fin à la guerre contre l’Iran, simplement en ne la relançant pas. »

Et avec Israël, pour l'amour de Dieu, finissons-en avec ces guerres menées à l'initiative d'Israël. C'est en tout cas ce que je vais essayer de défendre dans les semaines à venir. Ce nouveau Congrès prendra ses fonctions début janvier, mais je pense que, même avant son entrée en fonction, ses futurs dirigeants peuvent adopter une ligne claire et avertir Trump : « Écoutez, si vous déclenchez la guerre contre l'Iran malgré toutes les raisons de ne pas le faire, nous sommes prêts à voter votre mise en accusation si vous nous entraînez de nouveau dans cette guerre absolument atroce, vouée à l'échec, désastreuse et inutile. » Et ils peuvent prendre la parole et dire : « Et concernant l'Ukraine, arrêtez. Arrêtez avant même que nous prenions nos fonctions en janvier. » Et bien sûr, quand ils arriveront au pouvoir, ils devront aussi bien comprendre où se trouve réellement le pouvoir.

#Glenn

C’est-à-dire, soyez conscients du rôle de votre complexe militaro-industriel, de vos agences de renseignement. Et oui, je pense que c’est aussi très important. Eh bien, professeur Sachs, je sais qu’ il est tard à Shanghai, alors je tiens à vous remercier chaleureusement de nous avoir consacré ce temps.

#Jeffrey Sachs

Ravi d’être avec vous. On se reparle bientôt.